

«Opération 3000 bougies pour les RASED ».

Paris, le 18 décembre 2010

Compte rendu de l'action du 15 décembre

Plus d'une centaine d'enseignants, personnels des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED) et de parents d'élèves se sont rassemblés symboliquement mercredi 15 décembre, à proximité du ministère de l'éducation nationale, à l'appel des organisations syndicales (SNUipp, SE-UNSA, SGEN-CFDT, CGT Educ'action, SI-EN UNSA), des associations professionnelles AFPEN, FNAREN et FNAME, de la FCPE, avec le soutien de l'ICEM, de l'ANCP, de l'AGSAS...

Elles ont allumé 3000 bougies, symbolisant les postes supprimés depuis plusieurs années.

Une délégation a été enfin reçue par le Chef de service, adjoint au directeur général pour les questions transversales de la DGESCO

Elle a rappelé la situation des aides spécialisées, les suppressions de postes, l'insuffisance des départs en formation, les conditions d'exercice qui se dégradent, les inquiétudes pour la rentrée 2011.

Elle a demandé à ce que le travail engagé l'année dernière et interrompu unilatéralement par le ministère puisse reprendre, qu'un bilan réel de l'état des réseaux, des départs en formation et des missions puisse être fait.

Elle a rappelé que dans un contexte où les résultats insuffisants de l'école sont mis une nouvelle fois en évidence par les enquêtes internationales (l'enquête PISA rappelle que notre école fait rimer origine sociale avec difficultés scolaires, contribuant à reléguer les plus fragiles aux marges de notre société), les missions des réseaux d'aides spécialisées et leur présence sur le terrain doivent être confortées et renforcées.

Le ministère n'a pas caché le contexte budgétaire qui l'amenait à redéployer les moyens. Il a cependant réaffirmé qu'il n'y avait pas de volonté de supprimer les RASED, avançant même le terme de « maintien ».

Toutefois, il n'a donné aucune réponse concrète malgré nos remarques répétées sur les contradictions entre ce discours et les suppressions de postes spécialisés qui se poursuivent dans les départements.

Il ne s'est aucunement engagé à envoyer un signal à l'adresse des IA ou recteurs allant dans ce sens.

Le ministère souhaite rationaliser en « re-ventilant » les moyens RASED là où la difficulté est la plus importante charge aux IA d'adapter les moyens au plus près des besoins du terrain.

Pour les départs en stage et la formation, il a avancé pour expliquer le manque de candidats, l'avenir incertain des RASED, la réforme de la mastérisation, le manque de recul du ministère pour au final, ne pas remettre en cause les choix académiques (malgré nos remarques) et ne faire aucune proposition.

Notre interlocuteur s'est cependant dit favorable sur le principe d'une reprise des discussions, discussions pour lesquelles les thèmes, les formes et les dates seraient à préciser.

La délégation a enregistré favorablement cette hypothèse, en souhaitant que le ministère fasse rapidement part de ses propositions, tout en regrettant le contexte budgétaire contraint qui aboutit, sur le terrain, à des choix contraires aux ambitions affichées.

Elle souhaite que l'ensemble des partenaires concernés puisse être associés à ces discussions.



CGT Educ'Action



**SE-UNSA
SI-EN UNSA**



SGEN-CFDT



SNUipp-FSU



FCPE



AFPEN



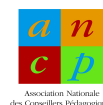
ICEM



FNAME



FNAREN



ANCP